

Communiqué POUR UNE INFORMATION HONNÊTE PENDANT LA CAMPAGNE DU REFERENDUM

Des partis politiques, syndicats et associations protestent contre le déséquilibre de l'information. Le président de la République et le gouvernement cherchent à réduire au minimum la campagne du référendum en avançant sa date. Ils le font en avouant ouvertement qu'il s'agit d'une manoeuvre anti-démocratique destinée à empêcher un débat qui profite au "non".

Alors que personne ne peut nier la progression du "non" dans l'opinion ni exclure qu'il devienne majoritaire, les émissions de radio et de télévision, comme nombre d'organes de la presse écrite, privilégient de manière scandaleuse les représentants des courants de pensée favorables au "oui". Le déséquilibre est flagrant.

Le journal *Les Échos*, par exemple, du 17 au 23 février, a publié 23 articles, brèves, entrefilets, chroniques relatifs au référendum. Le "oui" a été mentionné 18 fois (78 %). Le "non" est systématiquement traité à partir du camp du "oui" ; il est présenté comme un risque ; il serait négatif et tournerait le dos à l'Europe ; il est associé à la "grogne sociale". Quand il est mentionné, il est quasiment toujours représenté par le "non" de droite ou d'extrême droite. Le journal *Le Figaro*, pendant la même période, n'a mentionné qu'une fois le "non", représenté par Charles Pasqua.

L'émission "Question directe", sur France Inter, depuis septembre 2004, a invité 16 fois le Parti socialiste (dont 4 membres favorables au "non") ; 15 fois l'UMP ; 6 fois l'UDF ; 2 fois le PCF ; 1 fois les Verts (dont le représentant était favorable au "oui") ; 1 fois Philippe de Villiers. Au total : 34 personnalités favorables au "oui" et 6 favorables au "non".

L'émission "Respublica", sur France Inter, depuis mai 2004, a invité 9 fois le PS (dont 2 représentants favorables au "non") ; 11 fois l'UMP ; 3 fois l'UDF ; 2 fois le PCF ; 3 fois les Verts (tous les représentants étaient favorables au "oui") ; 1 fois le MRC ; 1 fois la LCR. Au total : 24 personnalités favorables au "oui" et 7 favorables au "non".

Ces quelques exemples témoignent d'une parodie de débat démocratique et d'un mépris affiché des millions d'électrices et d'électeurs qui ont ou vont décider de voter pour le "non", qui sera peut-être le choix de la France. C'est la raison pour laquelle les premiers responsables des organisations signataires iront manifester, le vendredi 4 mars, à 14h00, devant le Palais de l'Élysée. Ils demandent :

- ✓ que le "non" antilibéral, dans lequel se reconnaît un très grand nombre d'organisations, de syndicats, d'associations, puisse enfin s'exprimer dans le débat public ;
- ✓ que le temps d'antenne, sur les radios et télévisions, avant et pendant la campagne officielle, soit équitablement réparti entre partisans du "oui" et du "non" ;
- ✓ que pendant la campagne officielle, des organisations non politiques puissent bénéficier d'un temps de parole sur les radios et les télévisions ;
- ✓ qu'une table ronde soit organisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel avec les signataires ;
- ✓ que des débats contradictoires soient organisés entre partisans du "oui" et du "non" sur les radios et télévisions ;
- ✓ que le statut de l'émission "France Europe express" soit clarifié pendant cette période ;
- ✓ que le traité constitutionnel soit adressé dans les plus brefs délais aux citoyens ;
- ✓ que les messages de propagande en faveur du "oui", diffusés par le gouvernement sur les radios, soient annulés.

Action Consommation, Les Alternatifs, Alter - 100 % altermondialistes Alternatives Citoyennes, Attac France, Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes "Ruptures", Comité Valmy, Confédération Paysanne, Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche, Coordination Nationale Gauche Républicaine (CNGR), Le Cactus Républicain, Fédération Nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNSAC-CGT), Fondation Copernic, Forces Militantes, Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale (MARS), Mouvement Républicain et Citoyen (MRC), Parti Communiste Français (PCF), Pour une République Sociale (PRS), Parti des Travailleurs (PT), Les Pénélopes, Raisons d'Agir, Réseau Féministe "Ruptures", Syndicat Français des Artistes interprètes (SFA), Syndicat National de la Radio Télévision (SNRT), Syndicat National des Techniciens et Réalisateur(e)s (SNTR), Syndicat National des Professionnels du Théâtre et des Activités Culturelles (SYNPTAC), Syndicat Français des Réalisateur(e)s (SFR), Syndicat Général des Travailleurs de l'Industrie du Film (SGTIF), Syndicat National des Artistes Plasticiens (SNAP), Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESUP), Union des Familles Laïques (UFAL), Union Syndicale Solidaires.